

DOCUMENTS

MODULE 7: L'ECONOMIE MONDIALE D'UN SIECLE A L'AUTRE

SOUS - MODULE 2: LES MUTATIONS DU CAPITALISME LIBERAL

CHAPITRE 1: LES TRENTE GLORIEUSES DANS LES PDEM

LES TRENTE GLORIEUSES, Jean Fourastié

Fiche de lecture

Écrit par

Francis DEMIER : professeur des Universités, université de Paris-X

Cet ouvrage de Jean Fourastié (1907-1990), professeur au Conservatoire national des arts et métiers, membre de l'Institut, démographe, est resté célèbre pour avoir mis en évidence une expansion continue exceptionnelle des pays industrialisés après la Seconde Guerre mondiale. Cette expansion s'est caractérisée par des taux d'accroissement de 4 à 5 p. 100 pour la France sur presque une trentaine d'années. La chronologie de l'ouvrage, qui privilégie la continuité du changement, associe deux périodes politiques généralement dissociées – la IV^e et la V^e République – et laisse de côté la crise et la période postérieure à 1975. Seule la France est analysée, mais le phénomène des Trente Glorieuses n'est pas propre à la France. On trouve le même profil de croissance dans la plupart des pays européens qui, dès le début des années 1950, connaissent une expansion plus forte que les États-Unis, mais inférieure à celle du Japon, ce dernier pays connaissant alors un phénomène de rattrapage économique qui ne concerne pas l'Europe.

La mutation structurelle de l'économie française

Le livre analyse la mutation française, essentiellement par une description de l'évolution du niveau de vie et du genre de vie des Français. Il rappelle des transformations techniques majeures, sans porter ce progrès au crédit ou au débit de tel ou tel gouvernement. En deçà des cadres politiques, il existe des facteurs institutionnels de progrès dont Jean Fourastié souligne l'importance. Il faut citer, en tout premier lieu, le Commissariat du plan fondé par Jean Monnet et dirigé après lui par Étienne Hirsch puis par Pierre Massé. Cette planification souple apparaît à Jean Fourastié comme un facteur de régulation essentiel, qui a pu pendant la période « corriger les erreurs et les lacunes du marché » dominé par l'horizon de l'immédiat. L'ouvrage se présente comme un livre d'histoire économique, mais aussi de science économique qui exige pour Fourastié une prise en compte « rationnelle du réel observé ou expérimenté ».

Plutôt que d'aborder d'emblée les mutations de la France sur un plan macroéconomique, Jean Fourastié étudie deux simples villages au nombre d'habitants restreint. L'un s'appelle Madère et figure le type de village d'un pays encore « sous-développé » ; l'autre est Cessac dont le profil est modelé par la croissance et un haut niveau de vie. À Madère le paysan moyen doit travailler huit heures pour gagner l'équivalent du prix d'un poulet, alors que l'habitant de Cessac le gagne en onze fois moins de temps. En réalité, dévoile Fourastié, Madère et Cessac ne sont qu'un seul et même village, Douelle dans le Lot. Mais Cessac, c'est Douelle au terme des Trente Glorieuses. Prenant les choses plus globalement, Fourastié analyse l'extraordinaire métamorphose de la France à partir de critères qui lui paraissent essentiels : profession, durée du travail, logement, enseignement, loisirs, moyens de transport, mais, surtout, santé, taux de mortalité, durée de vie moyenne, qui ont retenu alors plus particulièrement son attention car c'est sur ce terrain que semblent s'être dessinées les ruptures les plus fortes.

La mutation française, déjà spectaculaire sur le plan démographique (on passe de 40 à 53 millions de Français dans l'espace de ces trente années) s'est aussi traduite par la poussée de la population active qui a permis de résoudre facilement le problème du nouvel État-providence, les actifs pouvant prendre en charge un nombre croissant d'inactifs. Autre évolution décisive pour un pays comme la France, les paysans, qui représentaient encore le tiers de la population active au début de la période, n'en représentaient plus qu'un dixième en 1975. Le tertiaire bondit lui de 19 points en trente ans, alors que, de 1900 à 1945, il n'en avait gagné que 4. Les Trente Glorieuses soulignent un fait majeur : c'est à cette époque que le nombre d'ouvriers atteint son maximum historique avant la régression de la fin du siècle. Jean Fourastié prend aussi en compte le niveau de vie des Français qui se trouve en 1975 au triple de sa valeur de 1938, tandis que les salaires horaires les plus faibles ont quadruplé.

Un nouveau profil de la population et de la société française

Mais c'est le fait démographique qui lui semble avoir constitué le soubassement de la modernisation pour une France longtemps en difficulté sur ce point. L'accroissement de 13 millions d'âmes a été dû pour 9 millions à la supériorité de la natalité sur la mortalité et pour 4 millions, autre grand fait, à l'excédent de l'immigration sur l'émigration. L'accroissement de la population âgée ne jouait encore en 1975 qu'un rôle modeste dans l'évolution démographique. Le travail lui-même a connu de profondes mutations : diminution forte de sa durée, plein emploi, allocation de retraite généralisée, mobilité plus forte d'un métier à un autre, qualification supérieure des emplois aussi. Si un salarié sur deux est encore ouvrier, le nombre des travailleurs indépendants a diminué de moitié et l'offre d'emplois de cadres été multipliée par trois. Si l'enseignement primaire a progressé au rythme de la croissance démographique, l'enseignement secondaire a été multiplié par 4 et le supérieur par 8. L'avènement d'une ère des loisirs peut se lire dans l'effervescence des dépenses de photos et cinéma, disques, radios et téléviseurs, articles de sport, qui ont été multipliées par 5 pendant la période. La télévision, possédée par 1 p. 100 des ménages en 1954, était présente chez 86 p. 100 d'entre eux en 1975. Le nombre de logements est passé de 13 millions à 21 millions. La consommation alimentaire, qui représentait encore 44 p. 100 du budget des ménages, est tombée à 25 p. 100. Le poids du salaire indirect est passé de 20 p. 100 en 1938 à 40 p. 100 en 1975. Le pouvoir d'achat du salaire annuel a été multiplié par trois de 1949 à 1975. Cette évolution s'explique par une productivité croissante, un changement de structure de la consommation, des migrations professionnelles plus fortes.

L'ouvrage de Jean Fourastié, aujourd'hui un peu daté car il ignore les contradictions qui affectaient les Trente Glorieuses, en particulier l'épuisement progressif des vertus du « fordisme », apparaît surtout comme une justification des progrès accomplis face aux critiques de la vague de 1968, à la remise en cause de la société de consommation, voire à la contestation d'une certaine forme de productivisme importante dans les années 1960. Mais, dans une conclusion modeste au regard de l'hymne au progrès matériel que constitue l'ouvrage, Fourastié perçoit des faiblesses qui à ses yeux sont importantes : coûts salariaux trop élevés, productivité insuffisante, commerce extérieur fragile, sous-estimation dans le changement des rapports de force internationaux, etc.

— Francis DEMIER

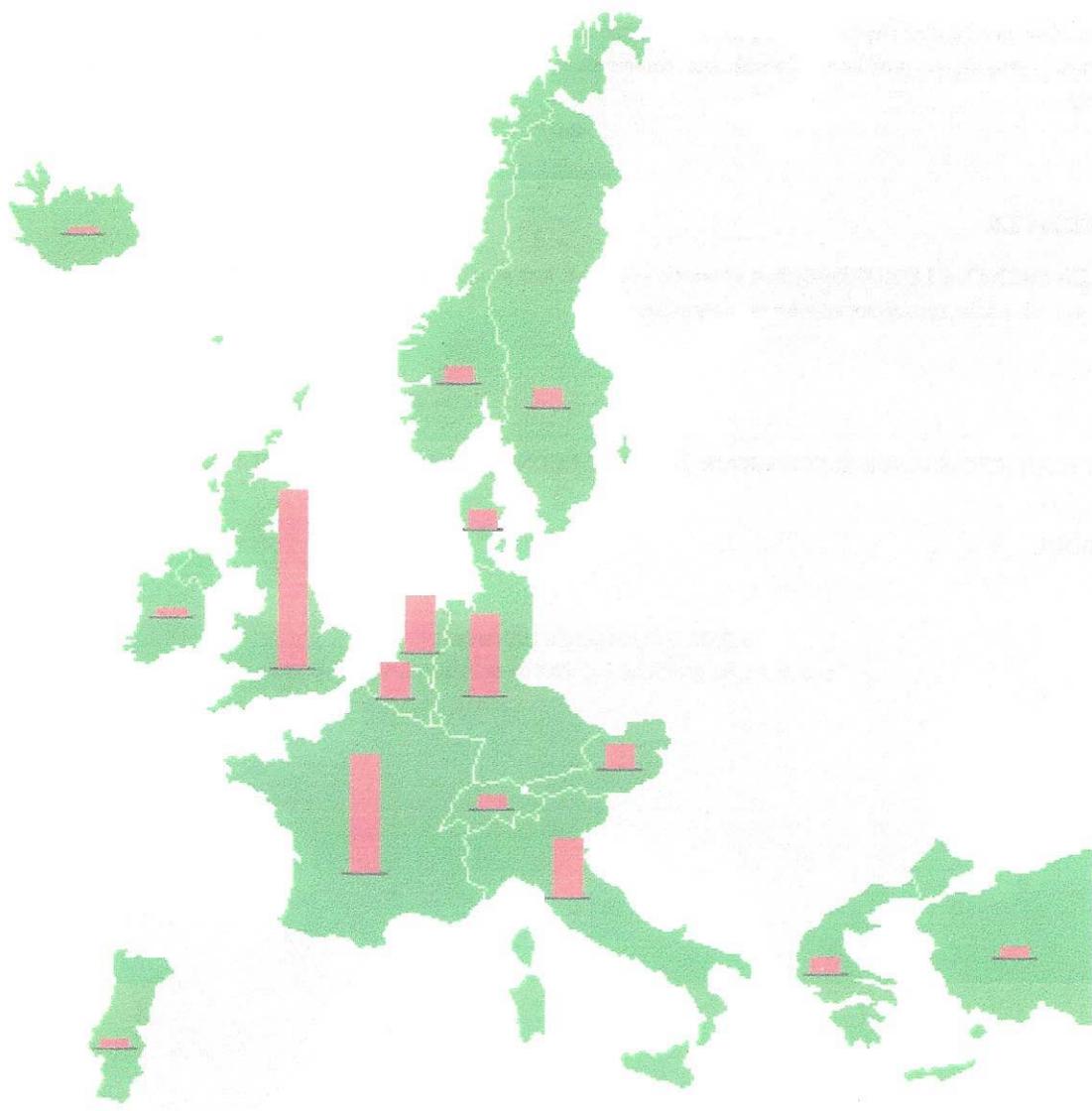
POUR CITER L'ARTICLE

Francis DEMIER, « LES TRENTE GLORIEUSES, Jean Fourastié - Fiche de lecture », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 11 février 2022. URL : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/les-trente-glorieuses/>

VOIR AUSSI

COMMISSARIAT AU PLAN CROISSANCE ÉCONOMIQUE HISTOIRE ÉCONOMIQUE IMMIGRATION NATALITÉ PLANIFICATION économie

PROGRÈS ÉCONOMIQUE



Pays bénéficiaires du plan Marshall

BRETTON WOODS : LE TRIOMPHE ÉCONOMIQUE DES ÉTATS-UNIS

par Jacques Marseille

On a célébré avec faste l'anniversaire du débarquement allié en Normandie, et la libération de la France qui s'en est suivie. Mais 1944 a aussi été l'année d'un autre événement fondateur pour le nouvel ordre mondial : la conférence et les accords de Bretton Woods, qui ont définitivement consacré l'hégémonie des États-Unis sur le reste du monde en matière économique et financière.

C'est dans la troisième semaine de juin 1944, quinze jours à peine après le débarquement des armées anglo-saxonnes sur les plages normandes, que le *Queen Mary* quitte l'Angleterre, avec à son bord un très grand nombre d'experts financiers tenus de porter constamment des gilets de sauvetage, la sécurité de la navigation sur l'Atlantique étant loin d'être assurée.

Le plus célèbre d'entre eux est sans aucun doute John Maynard Keynes qui,

au service du Trésor britannique, négociait depuis 1941 avec les Américains les conditions dans lesquelles devait se reconstruire le système monétaire international. Une négociation qui, alors que l'issue de la guerre était encore incertaine, devait aboutir aux accords signés le 22 juillet 1944 à Bretton Woods, une station climatique située à 150 kilomètres au nord-ouest de Boston. Elle abrita, à l'hôtel Mount Washington, dans des conditions précaires, les sept

cent trente délégués provenant de quarante-cinq pays.

« Le rythme de travail ici est franchement incroyable, écrivait à chaud Keynes. [...] Tout se passe dans des commissions qui comptent jusqu'à deux cents personnes entassées dans des salles mal sonorisées, criant dans les micros. Beaucoup de participants n'ont qu'une connaissance médiocre de l'anglais ; chacun veut figurer sur le procès-verbal pour faire bon effet dans les journaux de son





pays, sans compter qu'une des plus importantes délégations, les Russes pour ne pas les nommer, a beaucoup de peine à comprendre de quoi il retourne. [...] Nous travaillons tous pratiquement sans interruption, du matin au soir [...], mais le climat est dans l'ensemble excellent, et il y a quelque chose ici qui permet à chacun de tenir en prenant sur ses réserves. »

Apparemment, les gouvernements représentés à Bretton Woods pouvaient avoir des préoccupations plus pres-

santes que celle d'organiser les futurs paiements internationaux. Il faut pourtant se replonger dans l'atmosphère du temps pour comprendre à quel point ils établissaient des liens majeurs entre la guerre qui se déroulait et les crises monétaires qui l'avaient précédée.

Tous ces experts financiers étaient en effet persuadés que c'étaient les erreurs accumulées depuis la signature du traité de Versailles en 1919 qui étaient à l'origine de la crise de 1929 et de l'arrivée de

En juillet 1944, sept cent trente-cinq délégués de quarante-cinq pays, réunis à la conférence de Bretton Woods, négocièrent les règles d'un nouveau système monétaire international. Ci-dessus, le 1^{er} juillet, le secrétaire d'État américain au Trésor, Henry Morgenthau, les accueille par ces mots : « La prospérité, comme la paix, ne peut être réalisée que par une coopération multilatérale [...] destinée à instaurer un niveau de vie satisfaisant pour tous les peuples » (cl. Dite/IPS).

Le triomphe économique des États-Unis

Professeur à l'université de Paris-I-Sorbonne, Jacques Marseille est spécialiste d'histoire économique. Il a publié en collaboration avec Alain Plessis *Vive la crise et l'inflation* (Hachette 1983) et *C'est beau la France* (Plon 1993). Son dernier article dans *L'Histoire* était intitulé « 1873, 1929, 1993 : la crise économique est-elle cyclique ? » (n° 172).

Hitler au pouvoir. Pour eux, l'incapacité des gouvernements à mettre en place un système cohérent de changes stables avait exaspéré les antagonismes entre les nations, provoqué l'effondrement du commerce international, multiplié les dévaluations et préparé finalement les conflits militaires de la Seconde Guerre mondiale.

Tous avaient aussi en mémoire l'échec de la conférence de Londres qui, organisée sous les auspices de la SDN, avait tenté en 1933 d'amorcer une action concertée entre les grandes puissances pour mettre fin à l'instabilité des changes, une conférence qu'avait torpillée le nouveau président américain Roosevelt en déclarant que le « monde ne devait plus être endormi par la tromperie spéculative d'arriver à une temporaire et probablement artificielle stabilité des changes à partir de l'accord de quelques pays puissants ». « Un système économique national et sain, avait-il ajouté, étant [pour les États-Unis] un meilleur facteur de son bien-être que le cours de son change fixé selon les variations des autres nations. » Une vision égoïste qui avait servi de leçon puisque le 8 mai 1942, le vice-président Henry Wallace avait avoué : « Nous avons failli à notre tâche après la Première Guerre mondiale. [...] Mais par ces erreurs mêmes, nous avons beaucoup appris, et après cette guerre, nous mettrons à profit notre expérience pour bâtir un monde qui, politiquement, économiquement et moralement, sera solide. »

D'accord sur l'essentiel, tous ne s'accordaient pourtant pas sur le rôle que devait jouer l'or dans le futur système monétaire international. Les Anglais étaient marqués par les « sottises »¹ de Winston Churchill qui, en rétablissant en 1925 la convertibilité de la livre sterling en or à la parité de 1914, avait provoqué, selon ses détracteurs, la chute spectaculaire des exportations, le chômage incompressible et les grandes grèves de 1925-1926. Keynes, qui estimait que l'expansion d'une économie ne pouvait être déterminée par la production mondiale d'or, cette « relique barbare », avait proposé, dès 1930, de créer une banque supranationale, chargée de créer des liquidités mondiales en quan-

tité suffisante et donc d'empêcher des fluctuations économiques excessives.

Reprenant cette idée dans un plan dont la première version paraît en septembre 1941, il proposait que cette banque qu'il appelait « *Chambre internationale de compensation* » soit chargée d'accorder des prêts aux pays déficitaires afin de leur permettre de rééquilibrer leurs balances des paiements. Keynes proposait surtout que tous les règlements internationaux soient faits dans une nouvelle monnaie abstraite qu'il appelait le *bancor*, pour associer, disait-il, l'idée d'élasticité attachée à la notion de

la Chambre de compensation, tandis qu'en contrepartie le compte de la Réserve fédérale américaine serait crédité en *bancors*. Mais comme ces derniers ne pouvaient être convertis en or, les États-Unis n'auraient alors eu comme solution, pour récupérer le montant de la dette britannique à leur égard, qu'à accroître leurs importations en provenance de la Grande-Bretagne — payées elles aussi en *bancors*. Il s'agissait bien d'un plan qui avantagerait les pays dont la balance des paiements était déficitaire, c'est-à-dire l'ensemble des pays alliés sauf... les États-Unis.



banque et celle de stabilité attachée à l'or. Comme l'ECU d'aujourd'hui, qui est composé d'un panier des monnaies de la Communauté européenne, pondéré selon le poids économique de chaque pays membre, le *bancor* aurait été défini par un panier composé des différentes monnaies nationales.

Par exemple, dans l'hypothèse — probable — d'un déficit de la balance des paiements de la Grande-Bretagne à l'égard des États-Unis, la Banque d'Angleterre pourrait obtenir un crédit de

Le célèbre économiste anglais John Maynard Keynes présida la commission chargée d'élaborer les statuts de la future Banque mondiale. Ci-dessus, Lord et Lady Keynes, à Londres (cl. Keystone).

Ces derniers, représentés par Harry D. White, sous-secrétaire d'État au Trésor, se méfiaient donc d'une institution à laquelle ils auraient dû transférer une partie de leur souveraineté, et d'un plan qui permettait à tous les pays dévastés par la guerre de puiser sans restriction

uns la hotte du seul pays que le conflit avait pas appauvri. De plus, détenant s deux tiers des réserves mondiales de étaux précieux, ils concevaient difficilement un système monétaire détaché e l'or.

White, gardant une certaine rancœur e la dévaluation de la livre sterling en 1931, une dévaluation qui, selon beaucoup d'Américains, avait été le plus and dommage économique jamais ingé aux États-Unis, proposait de créer n « *Fonds de stabilisation des Nations nies et associées* » chargé de faire la poce des dévaluations et d'octroyer des rédits aux pays qui voulaient défendre eur monnaie. Il prévoyait aussi la créaon d'une banque chargée de financer a reconstruction des pays dévastés par a guerre et d'aider les pays en développment.

Après plusieurs semaines de négociaon, ce fut le plan White qui fut retenu t proposé aux experts réunis à Bretton Woods. Les principales dispositions du ode de bonne conduite sur lesquelles ils 'engageaient étaient au nombre de rois.

1) Chaque État signataire devait tout d'abord définir la valeur de sa monnaie en or, « *pris comme commun dénominateur* », ou « *en dollars des États-Unis d'Amérique du poids et du titre en vigueur le 1^{er} juillet 1944* », soit 35 dollars pour une once de métal fin, ou encore 388,671 milligrammes d'or pour un dollar. Certes, il n'était pas question de revenir à la convertibilité des monnaies nationales en or, comme cela avait été le cas entre 1870 et 1914, mais c'était sauver avec respect la mémoire de l'étalon-or tout en reconnaissant le rôle hégémonique du dollar qui, à cette date, était « *as good as gold* ». En effet, les États-Unis détenaient un stock d'or couvrant près de quatre fois les avoirs étrangers en dollars (24,5 milliards contre 6,4).

2) Chaque État devait en outre s'engager à maintenir la parité qu'il avait définie, soit par rapport à l'or, soit par rapport au dollar. L'accord tolérait toutefois des marges de fluctuation de plus ou moins 1% par rapport à la parité, de sorte que chaque monnaie pouvait fluctuer au maximum de 2% entre sa valeur minimale, appelée « plancher » et sa valeur maximale, appelée « plafond ». On considérait en effet que les variations de change de cette amplitude n'avaient pas de conséquences commerciales significatives et équiva-

laient pratiquement au système de changes fixes qu'avait assuré le système de l'étalon-or. Cette défense de la parité incombait aux banques centrales de chaque pays. Ainsi, dans le cas de la France, quand le dollar « monterait » sous l'effet d'une demande supérieure à l'offre, le Fonds de stabilisation des changes, qui dépendait de la Banque de France, serait tenu de vendre des dollars en prélevant sur ses réserves de change.

A l'inverse — hypothèse d'école au lendemain de la guerre —, quand le dollar « baisserait » sous l'effet d'une offre supérieure à la demande, le Fonds de

stable, la dévaluation était autorisée, à condition toutefois d'obtenir l'accord préalable du Fonds monétaire international (FMI) pour les dévaluations supérieures à 10%.

Clé de voûte des accords de Bretton Woods, le Fonds monétaire international était le gardien de la nouvelle orthodoxie monétaire. Mais il devait aussi favoriser les échanges d'information entre les pays membres, encourager la concertation entre les responsables monétaires et constituer une sorte de caisse de secours mutuel, financée par l'ensemble de ses membres et chargée de venir en

LES DÉBOIRES DE PIERRE MENDÈS FRANCE

Pierre Mendès France, chef de la délégation française à Bretton Woods, tenait le général de Gaulle quotidiennement au courant des négociations. Voici les extraits de deux télégrammes qu'il fit parvenir à Paris les 15 et 17 juillet 1944.

« *Notre position est extrêmement délicate car les grands pays ne nous font pas la place à laquelle nous estimons avoir droit, tandis que les petites nations font chacune leur jeu personnel en essayant d'acquiescer les faveurs de quelque protecteur puissant.*

« *Néanmoins, à l'heure actuelle, le cinquième siège dans le comité de direction du Fonds international de stabilisation nous est assuré. Il n'en est pas de même du comité de direction de la Banque internationale où, dans l'état actuel des choses, seuls les États-Unis, la Russie et l'Angleterre sont certains d'avoir un siège permanent. Je compte déclarer que je n'admets pas cette différence de traitement entre le Fonds et la Banque. [...]*

« *Maintenant que le cinquième siège du Fonds de stabilisation nous est assuré, je considère que nous avons plus de liberté d'action. Si certaines conditions essentielles à nos intérêts étaient à nouveau méconnues, il est possible que je sois amené à prendre une initiative assez grave pouvant aller jusqu'au retrait de la délégation française.*

« *Vous pouvez être assuré que je n'agirai pas à la légère et que je prendrai cette décision seulement s'il me semble qu'elle est indispensable pour réserver nos droits sans compromettre les avantages déjà acquis. Je crois que cette extrémité sera évitée mais j'ai cru utile de vous en parler afin que, le cas échéant, vous ne soyez pas surpris par cette nouvelle. Malheureusement, je n'ai pas le temps matériel de vous consulter*

pour le cas où je serais obligé d'agir ainsi. [...]

« *Samedi après-midi, en raison de l'échec d'un certain nombre de nos propositions et du quota qui nous avait été assigné, j'ai fait en séance plénière une intervention très énergique, protestant contre la place faite à l'Europe dans les plans à l'étude et, d'une manière plus particulière, à l'Europe occidentale et à la France. A la fin de mon intervention qui a été vigoureuse, j'ai laissé entendre que le gouvernement français tiendrait compte du rôle final réservé à la France lorsqu'il aurait à décider de sa participation ou de son abstention dans les deux organismes internationaux à créer.*

« *Après la séance, plusieurs représentants des pays européens occupés m'ont félicité mais, en séance, aucun ne m'avait soutenu.*

« *Les Américains ont été visiblement effrayés à l'idée de notre retrait et il y a eu une longue réunion nocturne dans la chambre de M. Morgenthau [secrétaire au Trésor américain] au cours de laquelle j'ai exposé l'ensemble de nos raisons de mécontentement et j'ai répété que nous en tirerions telle conséquence qui paraîtrait nécessaire au gouvernement.*

« *La discussion, qui a été animée, a eu pour résultat d'amener les Américains à nous accorder quelques satisfactions substantielles. C'est ainsi que nous avons obtenu un siège permanent dans le comité exécutif de la Banque (je rappelle que le même résultat avait été acquis, voici quelques jours, au sein du Fonds de stabilisation international) ; d'autre part, nous avons fait passer un amendement important concernant la fixation des taux de change des pays libérés, amendement qui nous permet de réaliser pleinement les projets financiers précédemment délibérés par le gouvernement. »*

stabilisation serait tenu d'en acheter sur le marché des changes pour maintenir sa parité dans la fourchette définie à Bretton Woods.

3) Chaque État devait enfin veiller à l'équilibre de sa balance des paiements de façon à éviter de trop grandes accumulations de réserves ou, cas plus probable, de trop grandes pertes. C'était retrouver les mécanismes d'une solidarité mise à mal par les mesures protectionnistes et les dévaluations des années 1930. Cependant, en cas de déficit du-

aide aux pays momentanément en difficulté. Dans la mesure, en effet, où un système de changes quasiment fixes était une discipline qui risquait d'être fort contraignante, le Fonds apparaissait comme un contrepoids permettant aux États d'obtenir des prêts, leur évitant ainsi d'avoir à prendre des mesures politiquement inacceptables au lendemain de la guerre, comme la réduction des salaires ou l'accroissement de la fiscalité.

Présidée par Harry White, la Commission I, consacrée à la définition des

statuts du FMI, fut la plus animée, comme en témoignent les télégrammes envoyés par Pierre Mendès France, qui représentait la France libre, au général de Gaulle (cf. encadré « Les déboires de Pierre Mendès France », p. 25). Contrairement au principe « un pays, une voix » appliqué aux Nations Unies, les obligations et les droits des pays membres étaient en effet définis par leur quote-part, exprimée à l'origine en dollars et calculée en fonction de leur puissance économique et du volume de leurs échanges internationaux. La quote-part était déterminante puisqu'elle fixait la souscription à verser,

teindre 125 % de sa quote-part divisés en cinq tranches de 25 %. La première tranche, appelée « tranche-or », pouvait être tirée automatiquement, et sans condition. Pour bénéficier des tranches suivantes, appelées « tranches de crédit », il fallait démontrer aux autorités du FMI que l'on mettait en œuvre des politiques de redressement de sa balance des paiements.

Surtout, comme les États-Unis disposaient de 25 % des voix au sein de l'Assemblée et que toutes les décisions importantes devaient être prises à la majorité de 80 %, ils jouissaient en pra-

Enfin, bien décidé à tordre le cou à toutes les préférences impériales qu'avaient tissées les puissances coloniales européennes tout au long des années 1930, le gouvernement américain souhaitait restaurer le libre-échange et créer, dans ce but, une organisation internationale capable d'imposer une réduction générale des tarifs douaniers et un démantèlement des mesures protectionnistes. Ce fut l'Organisation du commerce international qui déboucha en 1947 sur le GATT (*General Agreement of Tariffs and Trade*).

Ainsi conçu, le système de Bretton Woods avait toutes les apparences d'une construction mutualiste équilibrée, les droits et les obligations de chaque État membre étant les mêmes. En fait, évidemment, il n'en était rien.

Comme on l'a vu plus haut, la règle générale était la suivante : « Tout membre s'engage à ne permettre sur son territoire que des opérations de change entre sa monnaie et les monnaies des autres pays membres qui respectent un écart ne dépassant pas 1 % de la parité. » A cette règle générale, il y avait toutefois une clause d'exception ainsi libellée : « Est réputé remplir l'obligation ci-dessus tout membre dont les autorités monétaires [...] achètent et vendent librement de l'or au cours correspondant à la parité, plus ou moins une marge prescrite par le Fonds. » Ainsi, toute banque centrale qui vendait et achetait de l'or contre sa monnaie à la parité-or déclarée était dispensée d'intervenir sur le marché des changes pour soutenir sa monnaie.

A la fin de 1947, le secrétaire au Trésor des États-Unis, John Snyder, par une lettre adressée au premier directeur général du Fonds monétaire international, Per Jacobsson, déclara que son pays vendrait et achèterait de l'or contre des dollars au prix de 35 dollars l'once à toute banque centrale qui en ferait la demande. Pour Jean Denizet, aucune décision n'a été plus importante que cette lettre de 1947. Elle dispensait en effet les États-Unis « d'avoir à intervenir sur les marchés de change. Ceci créait une asymétrie entre les États-Unis et les autres pays membres du FMI. Ceci transformait le système de Bretton Woods en un système dont l'étalon était le dollar, alors que l'autre version était un système de changes fixes défendus bilatéralement, aucune monnaie ne jouant le rôle d'étalon. Cela faisait du système de Bretton Woods un système fondé partiellement sur l'or, ce qui



l'importance des droits de vote, enfin le montant des crédits que chaque État pouvait obtenir : en somme sa place dans l'économie mondiale.

La formule adoptée pour fixer cette quote-part combinait les statistiques suivantes : 2 % du revenu national de chaque pays en 1940 ; 5 % de ses avoirs en or et en dollars au 1^{er} juillet 1943 ; 10 % de la variation maximale des exportations annuelles pendant cette même période. Le quota de la France, qui avait été proposé à 400 sur 8 800 quotas, fut finalement fixé à 450 grâce à la pression exercée par Pierre Mendès France. La part des États-Unis représentait ainsi 32 % des 8 800 quotas, celle du Royaume-Uni 15,3 %, celle de la France 5,9 %, celle de la Chine 7,2 %, celle de l'Inde 5 %, celle du Brésil 2 %...

Chaque État membre devait verser au Fonds le montant de sa quote-part de la manière suivante : un quart en or, les trois quarts en monnaie nationale. En contrepartie, il pouvait emprunter au FMI des ressources qui pouvaient at-

La production industrielle et agricole des États-Unis connut une croissance prodigieuse pendant les années de guerre. Ci-dessus, la récolte du maïs à la fin des années 1940 (cl. Archive Photos).

tique d'un droit de veto et étaient assurés de maintenir le système monétaire sur la voie qu'ils avaient tracée.

La Commission II, présidée par Keynes, était chargée, quant à elle, de mettre sur pied une banque destinée à aider les pays détruits pendant la guerre à reconstruire leurs infrastructures économiques. Mais l'introduction, grâce à l'extrême activité déployée par les délégués de l'Amérique du Sud, des Indes et de la Chine, du terme de développement dans le sigle de la nouvelle institution — Banque pour la reconstruction et le développement (BIRD, appelée communément Banque mondiale) — montrait bien la volonté de contribuer au développement à long terme des régions qu'on n'appelait pas encore le tiers monde.

fut une des causes de ses difficultés et de son échec final »².

On peut estimer en effet que si les États-Unis avaient été obligés, comme les autres États, de défendre leur monnaie sur les marchés des changes, ils auraient dû corriger beaucoup plus rapidement le déficit de leur balance des paiements quand il est apparu, et que l'or n'aurait jamais fait l'objet d'une telle sacralisation. Sacralisation dont fut victime John Kennedy quand, en entrant à la Maison Blanche en 1961, il prit l'engagement solennel de ne jamais toucher à la parité de 35 dollars l'once alors que, de 1934 à 1960, les prix américains ayant été multipliés par 2,2, le maintien de cette parité était impossible.

LA PLUIE BIENFAISANTE DU DIEU DOLLAR

Mais au moment où se négociaient les accords de Bretton Woods, nul ne pouvait imaginer de telles perspectives. Tous les pays belligérants attendaient en effet avec fébrilité que s'abatte sur leurs têtes la mousson de dollars qui leur permettrait d'accéder au marché agricole et industriel qui avait atteint des niveaux prodigieux pendant la guerre. En effet, alors que le produit national brut américain avait plus que doublé, passant de 91,1 milliards de dollars en 1939 à 211,4 en 1944, les *farmers* américains produisaient à cette date 477 millions de boisseaux de maïs, 324 millions de boisseaux de blé et 500 millions de livres de riz de plus qu'en 1939. Des victuailles destinées à remplir l'armada des « *liberty-ships* » démobilisés. En outre, l'énormité du stock d'or américain rendait l'éventualité d'une dévaluation du dollar par rapport à l'or invraisemblable. Qui, d'ailleurs, aurait souhaité détenir de l'or alors que le dollar était le véhicule de toutes les transactions et la monnaie de tous les contrats internationaux ?

La seule interrogation qui mérite en fait d'être soulevée est de savoir si le système de Bretton Woods est l'un des facteurs qui ont permis l'expansion sans précédent de l'économie mondiale pendant le quart de siècle qui a suivi sa mise en application. C'est l'opinion de ceux qui, comme Michel Albert et Jean Boissonnat, estiment que « Bretton Woods a

« humanisé » le régime des échanges fixes » et que le FMI a bien joué le rôle de caisse de secours mutuel pour les pays en difficulté³.

La réalité est plus ambiguë. De 1947 à 1973 en effet, sur les 26 milliards de dollars qu'ont représentés l'ensemble des emprunts tirés sur le FMI, le Royaume-Uni en a obtenu 7,9 milliards, les États-Unis 3,6 milliards, la France 2,2 milliards, la RFA 900 millions, le Canada et l'Italie 700 millions chacun. Ainsi, les deux puissances anglo-saxonnes se sont taillé la part du lion. A lui seul, le Royaume-Uni a bénéficié d'emprunts supérieurs à ceux de l'ensemble des pays du tiers monde. C'est pourtant le pays industrialisé dont la croissance a été la plus faible !...

Bretton Woods a-t-il maintenu les parités bilatérales entre les monnaies ? Rien n'est moins sûr. La règle de fixité n'a empêché ni les dévaluations ni les taux de change multiples. Ainsi, il a fallu attendre l'extrême fin des années 1950 pour voir le retour à la libre convertibilité externe des monnaies, qui était pourtant la clé du système de Bretton Woods. Et la période immédiatement postérieure, de 1958 à 1971, marque un dérèglement accéléré du système, sous la pression d'un déficit de la balance des paiements américaine qui semble alors incontrôlable, et plonge le monde dans l'inflation. A trois reprises, au printemps 1961, à la fin de l'année 1964, et au début de l'année 1968, l'annonce de déficits particulièrement lourds déclenche ainsi des crises spéculatives qui se traduisent par de lourdes ponctions sur les réserves en or des États-Unis.

Dès le mois de mai 1961, l'économiste Jacques Rueff écrivait au général de Gaulle : « La situation présente est le produit de l'erreur collective que les banques d'émission de l'Occident ont commise en acceptant de substituer à l'étalon-or le régime connu seulement sous le nom anglo-saxon de gold-exchange standard. Par cette substitution, ces banques d'émission se sont mises en mesure de prêter immédiatement aux États-Unis tout ou partie des dollars qu'elles recevaient en règlement des déficits de la balance des paiements de ce pays. [...] Dans la mesure où le système nouveau a été appliqué, il a dispensé, en fait, les États-Unis de l'obligation de régler leurs dettes à l'étranger. Ils ont pu ainsi prêter, donner et même acheter hors de leurs frontières, sans souci de leurs propres facultés, ce qui leur a permis

de recueillir tous les bénéfices de la générosité internationale sans en éprouver immédiatement les inconvénients. »

C'est le fameux dilemme mis en lumière en 1960 par Robert Triffin, un économiste d'origine belge enseignant à l'université de Yale. Ou bien, écrivait-il dans *Gold and the dollar crisis* (1960), les États-Unis ont un déficit régulier de leur balance des paiements et, dans ce cas, il y a bien création des dollars qui constituent l'essentiel des liquidités internationales. Mais alors, le crédit des États-Unis ne peut qu'être affecté à la longue par la disproportion entre leurs réserves-or qui diminuent et une dette en dollars convertible en or qui, elle, s'accroît régulièrement. Ou bien les États-Unis ont une balance excédentaire, mais alors les autres pays voient leur réserve de dollars ou d'or diminuer, ce qui, à la longue, menace la croissance du commerce mondial et la croissance tout court.

Difficile dans ces conditions d'encenser Bretton Woods. Reste à honorer ce « lieu de mémoire ». Si Bretton Woods est pour bien peu de chose dans une croissance des « Trente Glorieuses », liée surtout à la hausse de la productivité et à l'essor fantastique de la consommation des ménages des années 1950 aux années 1970, il a au moins inauguré le retour à la concertation et à la coopération entre les nations. A l'aune des cinquante années de paix entre les pays industrialisés, ce n'est vraiment pas rien. ■

Notes

1. Cf. le pamphlet de John Maynard Keynes, *Les Conséquences économiques de Monsieur Churchill*, 1925.
2. Jean Denizet, *Le Dollar*, Paris, Fayard, 1985, p. 33.
3. Michel Albert, Jean Boissonnat, *Crise, krach, boom*, Paris, Le Seuil, 1988, p. 50.

Pour en savoir plus

- J.-Ch. Asselain, « Le règne ambigu du dollar », *L'Histoire* n° 91, p. 112.
- M. D. Bordo, B. Eichengreen, *A Retrospective on the Bretton Woods System, Lessons for International Monetary Reform*, The University of Chicago Press and NBER, Chicago, 1993.
- J. Carrière, *L'Or jaune et l'or noir*, Paris, Le Seuil, 1976.
- P. Lenain, *Le FMI*, Paris, La Découverte, 1993.
- *La France et les institutions de Bretton Woods*, colloque organisé à Bercy les 30 juin et 1^{er} juillet 1994 par le Comité pour l'histoire économique et financière.

LA PHARAONNE

Elle fut la seule femme à s'être coiffée du pschent et à avoir reçu les attributs de la royauté. Hatschepsout, femme de Thoutmosis II, dont elle était aussi la demi-sœur, accéda au trône à la mort de son mari (1504 av. J.-C.) en même temps que Thoutmosis III qui n'était alors qu'un enfant.

D'abord régente, c'est elle qui exerça la réalité du pouvoir, secondée par son fidèle Senenmut, un courtisan qu'elle éleva au rang de ce qui équivaldrait au Premier ministre. John Ray, qui enseigne à l'université de Cambridge, laisse entendre qu'entre lui et Hatschepsout ont pu se nouer des relations qui avaient fort peu à voir avec celles qui existent habituellement entre un monarque et son conseiller. N'aurait-on pas découvert, il y a quelques années, dessinée sur une tombe derrière le temple de Deir el-Bahari avec lequel se confond le souvenir de la pharaonne, une scène représentant très explicitement une reine cédant aux avances d'un homme ?

Contrairement au règne précédant, celui de Hatschepsout, long de plus de vingt ans, fut averse en conquêtes militaires. A sa mort (1482 av. J.-C.), son successeur, Thoutmosis III, se rattrapa, et pour mieux faire oublier toutes ces années où il demeura dans l'ombre de cette femme, il s'employa à effacer sur les monuments le nom de celle que d'aucuns avaient pu prendre pour une usurpatrice.

HISTORY TODAY, vol. 44 (5).

UNE BIBLIOTHÈQUE EXEMPLAIRE

Au XII^e siècle, l'abbaye de Saint-Amand dispose du scriptorium le plus actif et le plus fécond du Nord de la France. Sous la direction d'Absalon et de Hugues II qui en ont fait un atelier de travail prestigieux autant par la beauté des enluminures que par l'élégance de la calligraphie et la résistance du matériau utilisé, une cinquantaine de bénédictins, au cours du troisième quart de ce siècle, se sont réparti la tâche de copier des textes empruntés à des abbayes voisines qui les avaient elles-mêmes retranscrits à partir d'un original ou d'un autre manuscrit.

Les années 1150-1175 constituent l'âge d'or de la biblio-

thèque de Saint-Amand. Ce sont surtout des textes sacrés qui sont recopiés (des œuvres des Pères de l'Église, et cette Bible de Salomon en cinq volumes de grand format pour chacun desquels un à deux ans ont été nécessaires, précise Françoise Simeray, conservateur à la Bibliothèque nationale), ainsi que, dans une proportion moindre, des ouvrages profanes des Anciens. Plusieurs moines pouvaient participer à la transcription d'un même manuscrit, mais il n'était pas exclu qu'un seul s'y attelât.

On imagine l'extrême solitude du scribe et la lassitude à laquelle il lui arrivait de succomber, comme en témoigne cette note conservée en marge d'un document : « *Scriptori venia, lectori vita beata* » (au scribe la pitié, au lecteur le bonheur).

HISTORIENS ET GÉOGRAPHES, n° 343.

« L'HUMANITÉ » ET SES JOURNALISTES

Un journal militant est-il un organe de presse comme les autres ? Le cas de *eL'Humanité* d'avant-guerre illustre les tentations et les attermoissements d'une rédaction soumise aux logiques contradictoires de l'information et de la propagande. Dirigé par un Paul Vaillant-Couturier très soucieux de ne pas s'en tenir à une conception purement idéologique du journalisme, et qui n'hésite pas à imposer des caricatures à la « une », le quotidien du PCF se libérait avec bonheur de la rigidité où voulait le confiner André Marty.

Le rire et les faits divers sont-ils révolutionnaires ? En période de bolchevisation du Parti, la question se posait en termes politiques. Annie Burger-Rousse-

nac rappelle que la rédaction en chef de *L'Huma* avait des comptes à rendre au Bureau politique, et que les séances d'autocritique étaient pratique courante.

LES CAHIERS DE L'INSTITUT D'HISTOIRE DU TEMPS PRÉSENT, n° 26.

LA PASSION RÉVOLUTIONNAIRE

Le XX^e siècle aura été le creuset de deux expériences révolutionnaires opposées qui ont puisé aux mêmes sources leur légitimité : le fascisme et le bolchevisme sont les enfants de cette philosophie héritée de 1789 qui a substitué l'histoire à la Providence, qui a chassé Dieu de la conduite des affaires humaines.

Dans un texte que reproduisent les *Notes de la fondation Saint-Simon*, et qui est extrait

LA REVUE DU MOIS

● Une nouvelle revue — semestrielle — vient de voir le jour. *Histoire et sociétés rurales* se propose, comme le soulignent ses responsables Jean-Marc Moriceau et Ghislain Brunel, de « combler une lacune de l'édition historique » en France en relançant l'intérêt pour les questions relatives au monde de la terre et de la campagne. L'histoire rurale serait-elle aujourd'hui en friches dans notre pays ? Toujours est-il que la revue s'appuiera sur des disciplines

voisines ou complémentaires de l'histoire proprement dite (archéologie, démographie, économie, ethnologie, etc.), et qu'elle s'efforcera ainsi de rattraper le temps perdu.

● Au sommaire du premier numéro de *Histoire et sociétés rurales*, relevons en particulier une étude de Victor Danilov, universitaire moscovite, sur les difficultés actuelles de la réforme agraire en Russie. Pourquoi les paysans dont on pensait qu'ils accueilleraient avec enthousiasme la décollectivisation des terres lui opposent-ils tant de résistance ? L'historien, qui met en parallèle cet échec, les tentatives de réformes de Stolypine, à la fin du tsarisme, et la « dékoulakisation » sous Staline, stigmatise le bureaucratisme de l'appareil chargé de démanteler les kolkhozes et les sovkhozes.

D'un bureaucratisme à l'autre, le paysan russe, éternelle victime...

● Signalons à ce propos que l'Association d'histoire des sociétés rurales, qui édite cette nouvelle venue sur le marché des revues historiques, organise les 6, 7 et 8 octobre prochains à Rennes un colloque sur le thème : « L'histoire rurale en France : où en sommes-nous ? » (Pour tout renseignement concernant cette manifestation et les abonnements à la revue, s'adresser à Gérard Béaur, trésorier de l'Association, sise 51 rue Guy-Môcquet, 94 700 Maisons-Alfort.)



Pays	Taux de croissance du PIB en volume (1950-1970) en %
USA	2,4
RU	2
France	5
Italie	6
Allemagne	7,6
Japon	9,6

4

Évolution de la structure de la consommation en France par grandes fonctions

5

Grandes fonctions	1963	1973	1983
Alimentation	30,5	24,5	20,9
Habillement	9,5	8,2	6,7
Logement	12,9	14,7	16,3
Équipement du logement	10,3	10,8	9,5
Santé	7,9	10,7	15,0
Transports	10,0	12,5	12,7
Culture-Loisirs	5,8	6,4	7,9
Divers	13,1	12,2	11,0
	100	100	100

Évolution de la répartition sectorielle de la population active occupée

6

Secteurs	France		Allemagne		Royaume-Uni		États-Unis	
	1961	1974	1961	1974	1961	1974	1961	1974
Agriculture	21,7	10,7	13,1	7,1	4,6	2,8	8,1	4,2
Industrie	38,0	39,4	47,6	46,7	47,6	42,2	34,3	32,5
Tertiaire	40,3	49,9	39,3	46,2	47,8	55,0	57,6	63,3

**ITALIE : La toute-puissance de l'IRI
(Article du journal Le Monde du 15 mai 1974)**

LES industries et les banques nationalisées jouent à l'étranger un rôle souvent plus important qu'en France. Alors que le secteur public assure en France environ 10 % de la production nationale et emploie 6 % de la population active (un peu plus d'un million de salariés ; voir le dossier publié dans " le Monde " du 10 mai), grâce à quelque six cent cinquante entreprises (dont un très grand nombre ont été des créations et non des nationalisations), en Grande-Bretagne il emploie plus de deux millions de salariés et en Allemagne presque autant. En Autriche, il représente même près du tiers de l'économie. Les motifs qui ont engendré l'extension du secteur public à l'étranger sont généralement les mêmes qu'en France : souci d'un bon fonctionnement des services publics, contrôle par la nation des industries de base garantissant l'expansion, équilibre régional... L'histoire a, là aussi, imprimé sa marque par les séquelles de la crise de 1930 puis de la guerre en Italie, en Allemagne comme en Autriche. On lira ci-dessous l'analyse qu'ont faite nos correspondants de l'ampleur du secteur public dans les principaux pays, ainsi que de son évolution. Pour faciliter les comparaisons avec la France, rappelons que le secteur public y contrôle 60 % des dépôts bancaires, 40 % des assurances, 40 % de la production automobile, 50 % de la construction aéronautique, la première agence de publicité, deux stations de radio et, bien entendu, la quasi-totalité du transport ferroviaire ou aérien national, des grands ports, de la production de charbon, de gaz et d'électricité, ainsi que la commercialisation du tabac.

LE contrôle de l'État sur l'économie remonte à 1933. C'est en effet sous Mussolini que fut créé l'Institut pour la reconstruction industrielle (I.R.I.), dont le but, en tant qu'organisme de crédit industriel et holding financier, était d'aider les sociétés en difficulté. Aujourd'hui, l'I.R.I. regroupe une fraction importante de l'industrie lourde italienne : transports aériens, maritimes et terrestres, téléphone, la majeure partie de la sidérurgie lourde, les autoroutes, ainsi qu'une part non négligeable des secteurs alimentaire et textile.

En outre, il existe des " régies de gestion " qui dépendent directement des pouvoirs publics. Un ministère spécial des participations d'État a d'ailleurs été créé en 1956. On peut citer, parmi les principales régies, l'ENI (pour le pétrole), l'ENEL (l'électricité). Au cours de ces dernières années, l'État a constitué d'autres organismes, comme la GEPI (Gestion et participation d'État), pour aider les petites industries, l'EGAM (Régie de gestion des entreprises minérales et métallurgiques), qui a repris en 1971 toutes les ressources de matières premières minières italiennes, l'EFIM (Participations au financement de l'industrie transformatrice). En raison du jeu des participations financières croisées, on peut ajouter à tous ces organismes une firme comme la Montedison (où l'État a une participation importante).

Selon certaines estimations, la part des entreprises sous contrôle public (y compris les chemins de fer et les télécommunications) représenterait 47 % du chiffre d'affaires total et 54 % des effectifs des trois cent cinquante principales sociétés italiennes.

Au total, la part du secteur nationalisé dans l'économie du pays représente 30 % du total des investissements, 10 % du chiffre d'affaires, et 11,5 % des effectifs salariés (un million de personnes environ).

Dans ces conditions, on comprend que la gauche estime très satisfaisant un système où les dirigeants des entreprises publiques conservent toute la souplesse qui règne dans l'industrie privée, tout en étant assurés que l'État engage toujours sa responsabilité par l'octroi de fonds de dotation considérables, votés chaque année par le Parlement sous le contrôle du ministère des participations d'État.

Il y a deux ans, au cours du treizième congrès du parti communiste italien, son secrétaire général, M. Enrico Berlinguer, s'il n'excluait pas quelques autres nationalisations (l'industrie pharmaceutique de base ou la grande industrie sucrière), déclarait : " Le principal problème de l'Italie n'est pas celui de l'extension ultérieure du secteur public dans l'économie. Le processus de concentration du capital est on ne peut plus avancé, et la puissance publique y a progressivement acquis des positions décisives. "